

Motion d'ajournement

d'étalement du revenu dont le gouvernement a pris le contrôle. Si nous étions au pouvoir, nous ferions machine arrière.

Ces cinq aspects de la politique économique que propose le parti progressiste conservateur contribueraient à éliminer les obstacles à la croissance dont j'ai parlé. Tant que nous n'aurons pas éliminé ces obstacles, le secteur privé ne pourra entreprendre la tâche que le ministre veut lui assigner. Le gouvernement s'est contenté de présenter son programme des 6 et 5 p. 100. Ce n'est pas un programme à long terme ni un programme conçu pour éliminer les obstacles à la croissance, élimination qui est pourtant une étape essentielle si nous voulons que le secteur privé puisse créer des emplois. Je m'attends bien que le gouvernement poursuive dans cette voie avec le budget qu'il doit déposer en février ou en mars prochain. C'est un budget qui semblera favoriser l'entreprise, qui saura utiliser les mots qu'il faut, mais qui ne changera rien à la ligne de conduite que suit ce gouvernement depuis 1980.

Qu'il me soit permis d'évoquer deux récentes déclarations pour étayer ce que j'avance. La première venait du premier ministre (M. Trudeau). La semaine dernière, le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a demandé pourquoi le gouvernement avait renoncé à donner suite à son intention déclarée de confier à l'Agence d'examen de l'investissement étranger un rôle plus important dans l'application de la politique gouvernementale. Le premier ministre a-t-il dit que son gouvernement reconnaissait qu'il avait eu tort, qu'il aurait ainsi poussé trop loin l'interventionnisme, qu'il craignait de faire peur aux investisseurs étrangers? Non, pas du tout. Il n'a rien retifé. Pas question. Le premier ministre s'est contenté de dire qu'il n'y aurait aucun changement en raison de la mauvaise conjoncture économique. Qu'arrivera-t-il quand l'économie aura repris? Quel effet la perspective d'accorder des pouvoirs accrus à l'Agence d'examen de l'investissement étranger a-t-elle sur ceux qui envisagent d'investir au Canada à l'heure actuelle? Cela les chasse.

La seconde déclaration que je cite pour appuyer ma thèse est celle du ministre des Finances que j'ai déjà mentionnée.

Une voix: Supprimez-vous l'Agence d'examen de l'investissement étranger?

M. Wilson: Pour répondre au député, nous n'abolirions pas l'Agence. Nous avons proposé un certain nombre de changements à apporter pour que cette dernière soit plus efficace dans le rôle qu'elle est censée jouer. Au lieu d'être une agence de surveillance comme maintenant, elle serait chargée de choisir la bonne sorte, la bonne catégorie d'investissements étrangers qui créeront des emplois et la technologie dont le Canada a besoin actuellement au lieu de les chasser.

M. McDermid: Nous en ferions un instrument positif et non négatif.

M. Wilson: Je voudrais revenir à la déclaration du ministre des Finances que j'ai mentionnée tout à l'heure. La voici:

Il ne serait pas opportun de poursuivre la réforme fiscale. L'économie est trop faible.

Encore une fois, le ministre des Finances veut attendre la reprise économique pour reprendre les mesures prévues dans le budget de novembre et abandonnées depuis. Vu que le public saura d'avance que le gouvernement répétera ses deux plus graves erreurs quand l'économie sera remise sur les rails, la reprise économique dont nous avons tellement besoin en sera ralentie d'autant. Ces deux déclarations révèlent parfaitement

la façon dont fonctionne l'esprit de ces deux hommes. Les mesures qu'ils ont prises en présentant ce bill sur l'impôt ne fait que confirmer mon opinion.

Ce que je veux dire, monsieur le Président, c'est que je pense que le gouvernement aura pour politique d'avoir l'air d'appuyer l'entreprise et le secteur privé au cours des quelques prochains mois. Par la suite, comme les obstacles n'auront toujours pas été écartés, le secteur privé n'aura probablement pas réussi à créer beaucoup d'emplois et à faire croître l'économie. La voie aura eu l'air d'être préparée et le premier ministre et le ministre des Finances pourront alors dire: «Nous avons donné au secteur privé la chance de faire ses preuves mais il n'a pas réussi. Il a flanché. Maintenant, nous agissons à notre guise en intervenant davantage, en étatisant les entreprises et en augmentant le déficit gouvernemental.»

Qu'est-ce qui me porte à le croire? Qu'est-ce qui me fait penser que j'ai raison de faire de telles affirmations? D'abord, la Corporation de développement de l'investissement du Canada a été créée. Son mandat n'a pas été défini. Il n'y a pas eu de débat au Parlement pour déterminer ce que la CDIC fera. Ceux qui s'en occupent font partie du groupe de ministériels qui favorisent le plus l'intervention gouvernementale: le sénateur Jack Austin, Maurice Strong et Joel Bell, qui sont les architectes de la plus grande intrusion dans le secteur privé du Canada que nous ayons vue depuis des années.

Le ministre des Finances parle déjà de moins insister sur la nécessité de réduire le déficit du gouvernement fédéral. Il a déclaré: «Les taux d'intérêt sont en train de baisser. Les Canadiens semblent favoriser un déficit plus élevé. Ils dépensent des milliards de dollars pour acheter nos obligations d'épargne du Canada». Cela manque tout à fait de vision, mais de toute évidence, le ministre veut convaincre le public de ne pas protester contre un déficit plus important, même si cela éventuellement fait augmenter les impôts et accroît l'intervention du gouvernement dans notre vie.

Pour résumer, en présentant ce bill sur l'impôt, le gouvernement nous donne le premier indice qu'il compte accaparer une plus grande part de l'économie. Le bill confirme ce que le ministre a dit à savoir qu'il était prêt à compter davantage sur le secteur privé, mais ce n'étaient que des mots. Rien ne prouve vraiment que le gouvernement veut modifier son orientation de base. La réduction de la déduction pour amortissement est maintenue. Les petites entreprises continuent à être harcelées. Les économies en vue de la retraite sont érodées.

Nous devons rejeter ce bill. Nous devons tout faire pour en modifier les aspects nocifs. Si nous n'y réussissons pas, je suis certain que dans un an, nous constaterons que le gouvernement a de plus en plus tendance à contrôler notre vie et que cela rend le secteur privé de moins en moins prospère. C'est à cela que nous devons penser aujourd'hui.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

Le président suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Avant d'accorder la parole au prochain député, je voudrais parler du débat d'ajournement de ce soir.